



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 436 – 11 mars 2022

Zoom sur la mise en œuvre de l'Initiative de suspension du service de la dette par le Club de Paris

Entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020, l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) visait à soutenir les pays à faible revenu face aux conséquences économiques de la pandémie à travers une suspension temporaire des paiements dus au titre du service de la dette. Initialement prévue pour s'achever à fin 2020, l'ISSD a été prolongée une 1^{ère} fois sur la période de janvier à juin 2021, puis une 2nde fois jusqu'à décembre 2021, compte tenu des besoins de financement importants des pays à faible revenu. Le service de la dette ainsi suspendu devra être remboursé entre 2022 et 2027.

L'ISSD est une initiative prise conjointement par les créanciers bilatéraux du [Club de Paris](#) et des membres du [G20](#). Le bilan de sa mise en œuvre par le Club de Paris en particulier a fait l'objet d'un [communiqué de presse](#) publié le 23 février 2022.

📊 4,6 Mds USD suspendu globalement par le (seul) Club de Paris, dont 39% pour l'Afrique

Cette initiative a permis, pour le seul Club de Paris, ainsi que le Portugal et la Turquie, la suspension de près de 4,6 Mds USD en faveur de 42 pays à faible revenu. Le Pakistan en est le principal bénéficiaire, avec un espace budgétaire libéré d'environ 1,9 Md USD sur la période, soit près de 41% du montant total de l'initiative, suivi par le Yémen (428 M USD ; 9,3%) et le Cameroun (368 M USD ; 8%). Sur le continent africain, les 28 pays qui ont adhéré à l'ISSD ont bénéficié auprès du Club de Paris d'environ 1,8 Md USD de suspension de paiements entre mai 2020 et décembre 2021, soit 39,1% du montant total. Après le Cameroun avec 20,4% du montant de l'espace budgétaire dégagé en faveur des pays africains, les principaux bénéficiaires en Afrique ont été l'Angola (295 M USD ; 16,4%) et le Kenya (209 M USD ; 11,6%).

📊 392 M USD de paiements suspendus pour l'Afrique de l'Ouest, soit 22% à l'échelle du continent

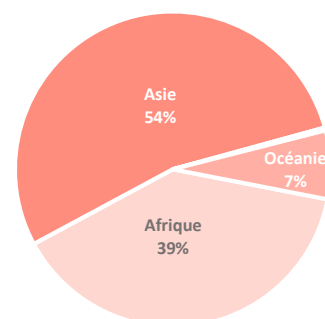
Tous les (16) pays d'Afrique de l'Ouest (Mauritanie incluse) étaient éligibles à l'ISSD. Toutefois, 3 pays de la région - le Bénin, le Ghana et le Nigéria - n'ont pas marqué leur intention d'y participer. En outre, il est à noter que le Libéria et la Gambie ont adhéré à l'ISSD, mais n'ont sollicité le Club de Paris, vu que

LE CHIFFRE À RETENIR

392 M USD

Le montant total du service de la dette suspendu par le Club de Paris en faveur des pays d'Afrique de l'ouest

ISSD : Part des montants différés par le Club de Paris



leurs principaux créanciers bilatéraux n'en font pas partie. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, le montant suspendu par le Club de Paris au profit de 11 pays s'est élevé à 392 M USD (8,5% du montant au niveau mondial et 21,7% au niveau de l'Afrique).

Les plus importants bénéficiaires de l'ISSD en Afrique de l'Ouest sont la Côte d'Ivoire (125 M USD ; 31,9% de l'enveloppe pour la région), suivie du Sénégal (102 M USD ; 26%) et de la Guinée (50 M USD ; 12,8%).

ISSD : Montants différés par le Club de Paris au profit des pays d'Afrique de l'Ouest (en M USD)

Pays	2020	2021	Total	Part (%)
Burkina Faso	9,19	15,36	24,55	6,3%
Cape Verde	21,52	9,97	31,49	8,0%
Côte d'Ivoire	123,29	1,53	124,82	31,8%
Guinée	23,40	26,16	49,56	12,6%
Guinée Bissau	-	1,94	1,94	0,5%
Mali	3,60	11,77	15,37	3,9%
Mauritanie	13,00	12,09	25,09	6,4%
Niger	8,17	8,12	16,29	4,2%
Sénégal	35,05	66,75	101,80	26,0%
Sierra Leone	0,01	0,005	0,015	0,0%
Togo	0,14	0,84	0,98	0,3%
Total	237,36	154,55	391,91	100%
Nombre de pays bénéficiaires	10	11	11	-

Source : Club de Paris

Régional

UEMOA : la croissance projetée à 6,1% en 2022 par la BCEAO

Selon le [communiqué de presse](#) de la BCEAO, la croissance économique de l'UEMOA s'est établie à 5,5% en 2021, soutenue par les plans de relance économique des Etats membres et du maintien de la politique monétaire. Pour l'année 2022, la croissance est projetée à 6,1% ; toutefois sujette à des risques baissiers parmi lesquels l'évolution de la crise sanitaire, l'environnement sécuritaire et l'orientation des cours du pétrole. Par ailleurs, le déficit budgétaire s'est légèrement creusé en 2021 à 5,9% du PIB (contre 5,6% du PIB en 2020), en lien avec les dépenses de relance. En outre, le taux d'inflation a connu une forte progression au 4^{ème} trimestre 2021 pour s'établir à 5% en glissement annuel (g.a.), contre 3,8% le trimestre

précédent, tiré par la hausse des prix des produits alimentaires. Enfin, les réserves de change ont progressé de 19,7% en g.a fin décembre 2021 et permettaient de couvrir 6 mois d'importation. Sur la base de ces analyses, la BCEAO a maintenu inchangé le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques demeure inchangé à 3%.

Le Sénégal et la Gambie envisagent de mettre fin à la double imposition

Le Ministre des Finances et du Budget sénégalais et son homologue de la Gambie [ont entamé](#), le 7 mars 2022, des négociations en matière fiscale afin d'éviter la double imposition entre les 2 pays. Selon les 2 parties, cette potentielle nouvelle convention fiscale serait une avancée

essentielle à l'accroissement des échanges entre les deux pays par l'émergence d'un environnement fiscal propice aux affaires.

15 M EUR en faveur des industries agroalimentaires d'Afrique

Dans [un communiqué](#) publié le 24 février 2022, Oragroup, le groupe bancaire panafricain basé à Lomé, a levé 15 M EUR auprès du Fonds Eco.business sous forme de prêt pour financer des industries agroalimentaires d'Afrique subsaharienne titulaires de certifications volontaires de durabilité. Ce financement devrait permettre : (i) de promouvoir des pratiques de production et de consommation durables; (ii) de garantir la compétitivité à long-terme du secteur agro-industriel de la région. Le Fonds Eco.business, dont le siège principal est à Frankfort, a été lancé par l'Agence allemande d'aide au développement (KfW) avec le soutien du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ).

🇸🇵 Bénin

Plus de 60% des recettes d'exportation générées par le coton en 2021

Selon [l'Institut National de la Statistique et de la Démographie](#) (INSTAD), les exportations ont progressé plus vite que les importations en 2021. En effet, les exportations ont augmenté de 17,1% par rapport à 2020, à 567 Mds FCFA (0,9 Md EUR), tandis que les importations ont augmenté de 23,7% à 1 755 Mds FCFA (2,7 Mds EUR). Le principal produit exporté en 2021 est le coton, représentant 61,1% des exportations, suivi des fruits à coques (4,7%). Les principaux clients ont été le Bangladesh (41,7% du total des exportations), la Chine (9,8%) et l'Inde (9,7%). Du côté des importations, le riz semi blanchi a été le plus demandé (20% du total des importations), suivi des produits pétroliers (10,2%) et du poisson congelé (3,6%). Les principaux fournisseurs du pays ont été l'Inde (17,1% du total des importations), la Chine (11%) et la France (9,7%).

🇸🇵 Burkina Faso

Le taux d'inflation se situe à 2 chiffres (+10,1%) en g.a. en février 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +10,1% en glissement annuel (g.a.) en février 2022, contre +7,2% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix est justifiée par celle des produits alimentaires (+18,4% en g.a.), en particulier des céréales, des pâtes alimentaires, des viandes, du lait, de la volaille, des agrumes et des fruits secs et noix. En outre, les boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants ont également enregistré une importante hausse (+10,1%) en g.a. en lien avec celle des boissons alcoolisées (+20,5% en g.a.)

🇸🇵 Côte d'Ivoire

Adoption de plusieurs mesures pour lutter contre l'inflation

Dans [un communiqué](#) publié le 4 mars 2022, le gouvernement ivoirien a annoncé 9 mesures pour lutter contre la hausse des prix, en particulier celle des denrées alimentaires et des produits pétroliers. Selon les autorités, ce niveau élevé d'inflation est attribuable à des facteurs externes (hausse du coût du transport maritime et du baril de pétrole), mais également internes (faible pluviométrie, contexte sécuritaire dans le Sahel). Les mesures prises sont entre autres : (i) la subvention partielle des prix des produits pétroliers pour un montant d'environ 55 Mds FCFA (83,8 M EUR) ; (ii) le plafonnement sur une période de 3 mois des prix de certaines denrées de 1^{ère} nécessité ; (iii) la soumission à autorisation des exportations de produits vivriers de grande consommation ; (vi) l'allocation d'un appui financier aux acteurs du vivrier afin de faciliter l'approvisionnement. Pour rappel, selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation s'est établi à 5,6% en janvier 2022 en glissement annuel (g.a.), tiré par la hausse des prix des produits alimentaires (+11,9% en g.a.).

L'emploi formel a augmenté de 7,3% en g.a. en novembre 2021

Selon la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPSSE), le nombre de salariés en emploi formel [s'est établi](#) à 1 186 657 à fin novembre 2021, soit une progression de 7,3% en glissement annuel (g.a.). Par ailleurs, le secteur privé (+7,8% en g.a.) enregistre une progression plus importante du nombre d'emplois que le secteur public (+5,8% en g.a.). En parallèle, le nombre de nouvelles immatriculations d'entreprises enregistré à fin novembre 2021 (87 358) est resté quasiment stable par rapport à son niveau en 2020 (87 317). Les secteurs ayant concentré le plus d'immatriculations à fin novembre 2021 sont le commerce (34,5% du total), l'industrie manufacturière (18,7%) et le BTP (12,9%).

Lancement d'un hub de distribution pharmaceutique

Le 3 mars 2022, le Premier ministre [a procédé](#) au lancement du premier hub de distribution pharmaceutique du groupe Tridem Pharma en Afrique subsaharienne francophone. Cette nouvelle plate-forme de 3000 m² située dans la zone aéroportuaire de Port-Bouët (Abidjan) et **d'un coût de 2 M EUR, devrait améliorer la distribution de produits pharmaceutiques dans le pays ainsi que dans la sous-région. Cela s'inscrit dans la vision du gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire un hub sous régional dans la production et la distribution de médicaments.**

Inauguration de l'Hôpital Général de Yopougon-Attié

Le 7 mars 2022, le Premier Ministre [a inauguré](#) la première partie des locaux réhabilités de l'Hôpital Général de Yopougon-Attié, en chantier depuis 2018. La rénovation de cet hôpital, qui passe d'une capacité de 57 à 123 lits et dont les travaux ont été chiffrés à hauteur de 22 Mds FCFA (33 M EUR), a été réalisée par l'entreprise ivoirienne **MedAfrique, filiale du Groupe SNEDAI, tout comme les hôpitaux généraux de Grand Bassam, d'Adjamé et de**

Daloa. Cette réhabilitation s'inscrit dans la politique sociale du gouvernement qui souhaite mettre à niveau les plateaux sanitaires et l'offre en matière de soin du pays.

Guinée

Signature d'un accord avec Thomson Broadcast pour la digitalisation de la RTG

Le 2 mars 2022, le gouvernement guinéen [a procédé à la signature](#) d'un contrat commercial avec le groupe Thomson Broadcast dans le cadre de la migration de la Radiotélévision guinéenne (RTG) de l'analogique au numérique. Cette digitalisation de la RTG devrait coûter 66 M EUR. Ce financement va être assuré par BPI France, la Direction générale du Trésor français et la Banque d'investissement de la CEDEAO (BIDC).

Partenariat entre la BSTP et Ecobank Guinée en faveur des entrepreneurs

Dans le cadre de l'initiative "Ellever", la Bourse de sous-traitance et de partenariats (BSTP) et Ecobank Guinée [ont signé](#), le 1^{er} mars 2022, un protocole d'accord en faveur des femmes entrepreneurs. Dans le cadre de cet accord, la BSTP et ses partenaires mettront en œuvre des programmes de renforcement de capacités, mais aussi de suivi dans le processus d'octroi de financements. Pour rappel, l'initiative "Ellever", dotée d'un budget de 7,5 M USD et lancée par Ecobank le 5 mai 2021, vise à réduire le déficit de financement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique.

Guinée-Bissau

Coris Bank International ouvre ses portes

Le 7 mars 2022, le groupe burkinabé Coris Bank International [a annoncé](#) l'ouverture de son agence à Bissau. Avec cette nouvelle agence, le groupe est désormais présent dans tous les pays de l'UEMOA, ainsi qu'en Guinée. Pour rappel, selon la BCEAO, le taux de bancarisation dans le

pays était de 17,6% en 2020 et le groupe CORIS détenait 7,6% des actifs de la zone UEMOA.

Libéria

MTN va tester la technologie OpenRAN

L'opérateur africain de réseau mobile, MTN Group, et Rakuten Symphony [ont signé](#) un protocole d'accord, le 3 mars 2022 en marge du Mobile World Congress 2022, pour mener des essais de la technologie Open Radio Access Networks (OpenRAN) 4G et 5G au Libéria, en Afrique du Sud et au Nigeria, en utilisant la Rakuten Communications Platform (RCP). Conformément à la stratégie Ambition 2025 du groupe MTN, ce protocole d'accord favorisera également le lancement de nouveaux services plus rapidement, de manière innovante, à moindre coût et transparente. Pour information, **MTN a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 66 M EUR en 2021 au Libéria.**

Mali

La Suisse et l'Afrique du Sud concentrent près de 80% des exportations en 2021

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), les importations de l'année 2021 [ont enregistré](#) une hausse de 14% par rapport à 2020 pour s'établir à 3 279,9 Mds FCFA (5 Mds EUR) tandis que les exportations ont enregistré une baisse de 0,8%, à 2 109,108 Mds FCFA (3,2 Mds EUR). Le principal produit exporté demeure l'or, soit 88,3% des exportations. Les principaux clients ont été la Suisse (42,8% des exportations), l'Afrique du Sud (36,6%) et le Danemark (6,8%). Du côté des importations, les produits pétroliers ont été les plus demandés (21,2% du total des importations), suivis des véhicules (7,9%) et des céréales et préparations à base de céréales (6,1%). Les principaux fournisseurs du pays ont été le Sénégal (19% du total des importations), la Chine (18,9%) et la Côte d'Ivoire (10,6%).

Mauritanie

Renforcement du réseau électrique

Le 9 mars 2022, le Président mauritanien [a inauguré](#) deux projets de lignes électriques à haute tension de 225 KV. La première, dont le coût est estimé à 8,5 M USD, relie la centrale duale du nord de Nouakchott au centre du réseau de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) sur 21 km. La 2nde, dont le coût est estimé à 131,1 M USD, relie Nouakchott nord à Nouadhibou sur 470 km. Ainsi, ces deux lignes permettront : (i) de renforcer le système de transport et de desserte de l'énergie ainsi que la connexion avec les autres pays de l'OMVS (Mali, Sénégal) ; (ii) d'améliorer le taux d'accès à l'électricité et particulièrement dans la zone franche et les industries du Nord du pays. Ces projets ont été financés par l'Etat mauritanien, le Fonds arabe de développement économique et social (FADES), la Banque islamique de développement (BID) et Exim Bank of India.

317 M USD pour l'approvisionnement en eau de la ville de Kiffa

Le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et le fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) [ont convenu d'un plan de financement pour la mise en œuvre d'un projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kiffa, depuis le fleuve Sénégal.](#) Le projet, doté d'une enveloppe de près de 317 M USD, consiste en la construction d'un réseau de transport de l'eau sur 250 km depuis le fleuve jusqu'à la ville de Kiffa, tout en desservant les localités avoisinantes. Ainsi, il devrait permettre d'approvisionner près de 20% de la population mauritanienne et contribuera à la création de 1 000 emplois permanents. Par ailleurs, le ministre mauritanien des affaires économiques a signé un accord de prêt de 75 M EUR avec le FADES pour le financement du projet de sécurisation d'approvisionnement en eau potable de la ville de Nouakchott.

🇳🇬 Niger

Signature de deux accords de financement avec l'Italie pour 5,9 M EUR

Le 8 mars 2022, le Ministre nigérien chargé des affaires étrangères et de la coopération et l'Ambassadrice d'Italie au Niger [ont signé](#) deux accords de financement d'un montant total de 5,9 M EUR. Le premier financement est destiné au **Projet d'électrification rurale photovoltaïque au Niger** qui comprend l'installation de systèmes photovoltaïques ou hybrides dans les départements de Keita et Illela dans la région de Tahoua pour 3 M EUR. Le second accord (2,9 M EUR) **permettra le financement d'un projet d'aménagement d'une retenue d'eau pour la régulation du fleuve Sirba** et vise spécifiquement à prévenir des inondations et à améliorer la production hydro-agricole.

Signature d'un accord de financement de 317,5 M USD avec la Banque mondiale

Le 1^{er} mars 2022, le Ministre du plan nigérien et la Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Niger ont [signé](#) un accord de financement d'un montant de 317,5 M USD. Cet appui financier **se compose d'un don de 155 M USD et d'un prêt concessionnel du même montant de la Banque mondiale, ainsi que d'un don de 7,5 M USD du Fonds fiduciaire multi-donneurs du programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) de la Banque mondiale.** Cet accord permettra de financer le **projet d'accélération de l'accès à l'électricité au Niger (Haské)** qui a pour objectif d'accroître l'accès à des services énergétiques modernes au Niger au moyen de solutions d'énergie en réseau, mini réseaux et systèmes solaires individuels, ainsi que de solutions de cuisson propre.

Attribution de l'étude sur la gestion du futur barrage de Kandadji

Le marché public relatif à la détermination de la structure de gestion du futur Barrage de Kandadji a été [attribué](#) pour un montant total de 1,2 M

EUR par entente directe au groupement d'entreprises Nodalis, SL Ingénierie et Office International de l'eau. Le barrage, dont la 1^{ère} phase pourrait s'achever dès 2025, devrait permettre d'ajouter jusqu'à 130 MW de capacité de production électrique pilotable au mix énergétique nigérien.

🇸🇳 Sénégal

Lancement des travaux de la 2^{ème} phase du TER de Dakar

Le 5 mars 2022, le Président sénégalais [a procédé](#) au lancement des travaux de la 2^{ème} phase du Train express régional (TER) de Dakar. Cette deuxième tranche reliera la ville de Diamniadio à l'**Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) de Diass** sur une portion de 19 km (contre 36 km pour la première phase). D'un montant estimé à 204 Mds FCFA (311 M EUR), le projet sera financé par la France (à travers le Trésor et BPI France), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque Islamique de développement (BID), la **Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), et l'État du Sénégal.** Pour rappel, ces travaux, qui devraient durer 21 mois, visent à améliorer la mobilité et à désengorger la ville de Dakar qui concentre près de 20% de la population sur 0,3% du territoire national.

Plus de 100 M EUR pour la campagne agricole 2022-2023

Le 9 mars 2022, le gouvernement [a annoncé](#) sa décision de fixer un budget de 70 Mds FCFA (106,7 M EUR) pour la préparation de la campagne agricole 2022-2023, soit une progression de 16,7% par rapport à la campagne précédente. Dans le détail, ce budget est réparti comme suit : (i) 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) pour les semences d'arachide ; (ii) 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) pour les semences d'espèces diverses ; (iii) 41 Mds FCFA (62,5 M EUR) pour l'engrais ; (iv) 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) en complément issus du **Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage.**

75 M USD de la BADEA pour le développement rural et urbain

Le 5 mars 2022, le Ministre sénégalais de l'Economie et le Directeur général de la Banque arabe pour le développement (BADEA) pour la région Afrique ont signé deux accords de prêts **d'un montant global de 45 Mds FCFA (75 M USD)**. Ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'appui de la banque au Plan Sénégal Emergent, visant particulièrement à soutenir : (i) le "Programme **d'urgence des routes de désenclavement**", afin de mettre en valeur le potentiel économique des régions agricoles, pastorales et minières du pays, à hauteur de 50 M USD ; et (ii) le "Projet de modernisation urbaine" concernant l'aménagement de voiries dans 4 villes ainsi que **l'éclairage public et les travaux paysagers**, pour un montant de 25 M USD.

Sierra Leone

Inflation à +17,9% en g.a. en décembre 2021

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à +17,9% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2021, contre 15,8% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix est tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+19,4% en g.a.), du transport (+21,8% en g.a) ainsi que du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+19,5% en g.a.). Par ailleurs, le taux d'inflation varie fortement selon les localités. Ainsi, selon l'institut, il atteindrait 25,4% en g.a. dans le district du Sud tandis qu'il s'établirait à 16,2% en g.a. dans la région Ouest.

40 M USD de la Banque mondiale pour le projet de filets de sécurité sociale

Le 8 mars 2022, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 40 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) pour un soutien l'amélioration de l'accès aux filets de sécurité sociale et aux opportunités de création de revenus pour plus de 176 000 bénéficiaires, dont des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Dans le détail, ce projet visera à : (i) fournir un soutien à la consommation aux ménages ruraux extrêmement pauvres ; (ii) introduire un ensemble de services d'inclusion économique ; (iii) soutenir l'engagement des jeunes dans les zones rurales et urbaines par le biais de travaux publics productifs ; (iv) offrir des opportunités aux jeunes urbains par le biais de subventions et de formations à l'entrepreneuriat.

Togo

Plus de 3 M EUR pour la réhabilitation de l'Aéroport International de Niamtougou

Selon le Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), environ 2,2 Mds FCFA (3,3 M EUR) seront investis pour la réhabilitation de l'Aéroport international de Niamtougou, 2^{ème} aéroport du pays. Les travaux viseront particulièrement au rallongement de la piste de la **plateforme d'une longueur de 2 500 mètres** à 3 000 mètres, à la clôture du périmètre et à la sécurisation de l'aérogare. **A terme**, ils permettront l'accélération du **projet d'ouverture d'une ligne nationale et la création d'une compagnie aérienne locale** pour relier Lomé et Niamtougou.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr